Tim Jackson

Une macroéconomie pour la durabilité[1]

Dans l'économie conventionnelle, la croissance est nécessaire pour lutter contre le chômage. Ce choix hautement structurant, qui est incompatible avec le respect des limites physiques de la planète, n'est pas une fatalité. D'autres modèles macroéconomiques sont envisageables. Si seulement les économistes étaient plus nombreux à s'y intéresser.

Daniel Santiago Salguero - Pedro Jaramillo Vélez

1) Ce texte est une traduction du résumé d'un chapitre du rapport «La prospérité sans croissance?» – Prosperity Without Growth? – publié par la Commission du développement durable du Royaume-Uni en mars 2009, amendé par des extraits du livre Prospérité sans croissance, à paraître aux Editions de Boeck en février 2010.

Le dilemme de la croissance – faut-il maintenir la stabilité économique ou réduire l'utilisation des ressources et les émissions ? – survient parce que les impacts environnementaux sont à l'échelle de la production économique : plus elle grandit, plus ils augmentent – toutes choses égales par ailleurs.

Mais bien sûr, les choses ne sont pas égales par ailleurs. Et la tentative dominante pour échapper à ce dilemme compte précisément sur ce fait : à mesure que les économies croissent, l'une des choses qui changent est le progrès technique. Il est maintenant admis que le progrès technique est à la fois le résultat et un formidable moteur de la croissance économique.

Les partisans de la croissance s'appuient sur cette caractéristique du capitalisme pour suggérer qu'elle est plus que compatible avec la protection de l'environnement : elle lui est nécessaire. Car en même temps qu'elle accroît l'échelle des impacts, elle induit une plus grande efficacité des technologies. Dès lors, pour atteindre les objectifs environnementaux, la seule avancée qui s'impose est que cette efficacité aille plus vite (et continue d'aller plus vite) que l'expansion des impacts.

Mais toutes les données historiques plaident en défaveur de cette stratégie (voir page 31). Très clairement, une théorie macroéconomique d'un nouveau genre est nécessaire. Une théorie qui cesse de compter sur une croissance infinie de la consommation pour stabiliser l'économie. Et qui maintient l'activité économique à l'échelle de l'écologie. Les théoriciens de la macroéconomie sont peu familiers avec ces objectifs. Ils sont pourtant fondamentaux et atteignables.

Eléments de base

La théorie macroéconomique fait peur au non-initié. Mais son paramètre central est facile à identifier : la principale variable macroéconomique est le produit intérieur brut (PIB). Le PIB comptabilise – de plusieurs manières – les activités économiques qui ont lieu au sein d'un territoire donné, en général un pays.

Une façon de calculer le PIB est d'additionner toutes les dépenses « finales » en biens et en services dans l'économie. Elles incluent les dépenses des consommateurs et des gouvernements, les investissements et les exportations. Pour évoquer cette variable, on se réfère parfois à la demande globale.

Pour pouvoir dépenser, il faut avoir généré un revenu. Le deuxième calcul du PIB mesure ce revenu en additionnant tous les salaires et les dividendes (dont les profits et les rentes) qui ont été payés au sein de l'économie. La production de toutes les activités économiques garantit – de façon directe ou indirecte – ces revenus. Pour parler de cette variable, on se réfère parfois à l'offre globale.

L'économie est dite en équilibre lorsque la demande globale est égale à l'offre globale. C'est-à-dire lorsque la consommation est égale au revenu.

La demande dépend surtout des consommateurs (et du gouvernement) qui dépensent de l'argent en biens et en services dans l'économie. Combien les consommateurs dépensent dépend en partie de leur revenu, de la part de ce revenu qu'ils décident de dépenser plutôt que d'épargner et de l'argent qu'ils sont prêts à emprunter pour dépenser.

L'offre est déterminée par une « fonction de production », qui dit combien une économie est capable de produire avec une certaine dotation en « facteurs de production ». Les facteurs de production les plus importants (dans le modèle conventionnel) sont le capital et le travail. La production est calculée en multipliant ces facteurs par leur « productivité ». En gros, la productivité traduit l'efficacité technologique avec laquelle ces facteurs sont utilisés pour fabriquer des biens et des services.

Lorsque la productivité du travail augmente avec le temps, ce qui découle du progrès technique, la seule manière de stabiliser l'offre est de réduire la quantité de travail ou, en d'autres termes, d'accepter une forme de baisse de l'emploi. Pour maintenir le même niveau d'emploi, la seule option est d'augmenter la demande pour écouler une production en hausse.

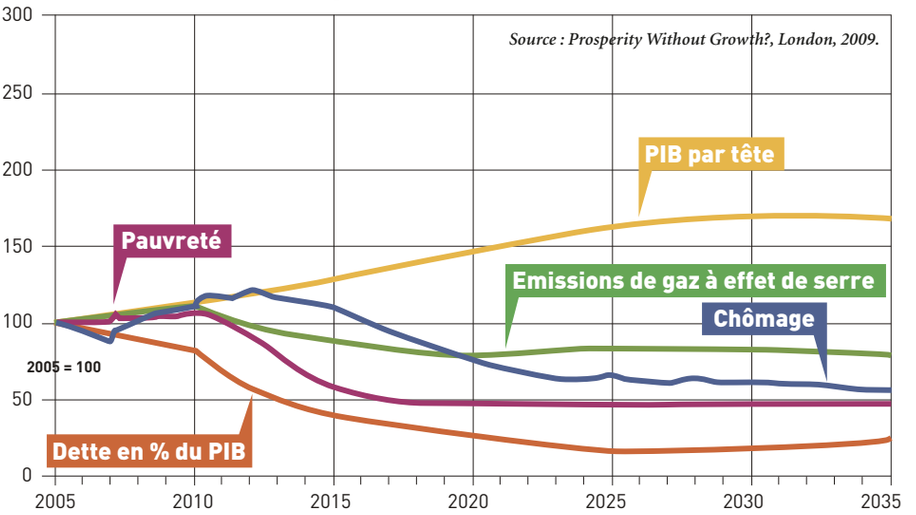
Cette dynamique élémentaire est ce qui donne lieu à l'insistance avec laquelle les économistes avancent que la croissance continue est essentielle pour stabiliser l'économie à long terme. Mais bien sûr, cette hypothèse fait fi des préoccupations quant aux impacts écologiques. C'est le cœur du dilemme de la croissance.

Il n'y a que deux façons de sortir de ce dilemme : rendre la croissance durable ou la décroissance stable. Toute autre option conduit à l'effondrement économique ou écologique. La première option semble hors de portée (voir page 31). La seconde mérite qu'on s'y arrête.

Eviter l'effondrement

Il est stupéfiant de constater que la littérature ne contient pratiquement aucune tentative pour s'atteler à cette tâche. L'exception la plus notable est une étude d'un économiste écologiste canadien, Peter Victor, qui a été présentée et discutée en détail lors de deux ateliers organisés par la Commission britannique du développement durable dans le cadre du projet *Redéfinir la prospérité*.

Scénario de croissance réduite pour le Canada



Cette étude explore le potentiel de stabilisation de l'économie sans croissance grâce à un modèle économique interactif calibré sur les données statistiques des principales variables macroéconomiques de l'économie canadienne : production, consommation, dépense publique, investissement, emploi, commerce extérieur, etc.

Sur cette base, et des hypothèses spécifiques sur l'avenir, le modèle de Victor évalue le revenu national, calcule l'équilibre fiscal et suit la dette nationale sur une période de trente ans, jusqu'en 2035. Il tient également compte du chômage, des niveaux de pauvreté et des émissions de gaz à effet de serre.

En changeant les variables d'entrée clefs – en particulier celles qui sont connues pour être des moteurs de croissance tels que le niveau d'emploi et les taux d'investissement –, ce modèle permet d'envisager différents scenarii pour l'avenir de l'économie canadienne. Et d'observer leurs implications environnementales et sociales. Le schéma ci-dessus montre un scénario de stabilisation. En manipulant les « moteurs » de la croissance du PIB dans le modèle, elle passe peu à peu de 1,8 % à moins de 0,1 % par an.

Il est remarquable que cet arrêt progressif de la croissance ne compromette pas la stabilité économique et sociale. Au contraire, grâce à des politiques sociales et du temps de travail actives, le chômage et la pauvreté sont tous deux divisés par deux.

Encore plus frappant : la dette publique – exprimée en pourcentage du PIB – baisse de 75 %. Et bien que le Canada n'atteigne pas sa cible de stabilisation à 450 ppm de CO_2, il parvient (certes, vingt-cinq années trop tard) à sa « cible de Toronto », c'est-à-dire à réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre.

L'hypothèse que la productivité du travail augmente au même rythme que par le passé au Canada devrait conduire à réduire l'emploi. Pour éviter le chômage sur une large échelle, l'intervention politique décisive est la réduction du temps de travail, qui permet de partager plus équitablement le travail.

Réduire la semaine de travail est la solution structurelle la plus simple et la plus souvent citée en réponse au défi de maintenir le plein emploi sans augmenter la production. Il y a des précédents : des politiques de l'em-

Daniel Santiago Salguero - Pedro Jaramillo Vélez

ploi dans des pays européens, par exemple. Des suggestions plus radicales pour réorganiser le travail afin de garantir l'équité et encourager la participation créative dans la société incluent l'introduction d'un revenu de base universel (ou citoyen).

Il ne s'agit pas de donner à penser que de tels changements sont faciles à mettre en œuvre. Réduire le temps de travail, par exemple, ne réussit que sous certaines conditions. « Une des préconditions fondamentales pour les politiques de temps de travail poursuivies en Allemagne et au Danemark, écrit le sociologue Gerhard Bosch, est une distribution stable et relativement équitable des revenus. »

Il serait encore plus compliqué de revoir complètement la structure des revenus. Mais le point ici est que même dans un cadre macroéconomique relativement conventionnel, différentes configurations des variables clefs sont possibles. Et délivrent des résultats différents. Le but de stabiliser l'économie en restant dans les limites écologiques commence à paraître plus à portée de main.

Investissement écologique

L'objet des investissements devrait également changer. Il est probable que la fonction traditionnelle de l'investissement, focalisé sur la productivité croissante du travail, doive diminuer en importance. L'innovation sera toujours vitale, mais devra être mieux ciblée vers les objectifs de durabilité.

Les investissements devront se concentrer sur la productivité des ressources, les énergies renouvelables, les technologies les plus propres, les produits écologiques, l'adaptation au changement climatique et la valorisation des écosystèmes. Les mêmes cibles émergent du consensus autour du nouveau Green Deal global (voir page 23).

Les économistes italiens Simone d'Alessandro et Tommaso Luzzati ont simulé, grâce à un modèle, le défi de la transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables. Elle nécessite des investissements substantiels, mais un équilibre est à trouver.

Si l'investissement est trop lent, les ressources manquent avant l'instauration des solutions de rechange : les prix des combustibles flambent et les économies s'effondrent. S'il est trop rapide, l'économie risque de ralentir au point d'épuiser les financements nécessaires pour des investissements supplémentaires.

Au bilan, selon d'Alessandro et ses collègues, pour réussir la transition vers un monde non fossile, l'économie doit passer par une étroite « fenêtre de durabilité ». Or, de façon décisive, cette fenêtre s'élargit lorsqu'on change l'équilibre entre la consommation et l'investissement. Plus précisément, selon cette analyse, un taux d'épargne plus élevé et une plus grande part du revenu national alloué à l'investissement accroissent la flexibilité pour réussir la transition.

> *Stabiliser l'économie dans les limites écologiques*

Fondements théoriques

En résumé, une nouvelle théorie macroéconomique écologique est non seulement essentielle, mais possible. Il faut commencer par renoncer à l'hypothèse que la croissance continue de la consommation est la seule base possible pour stabiliser l'économie.

Les variables macroéconomiques fondamentales subsisteront : les particuliers continueront à dépenser et à épargner, les entreprises produiront toujours des biens et des services, les gouvernements percevront comme avant des taxes pour assurer les services publics et les secteurs privé et public poursuivront leurs investissements dans le capital physique, humain et social.

Cependant, de nouvelles variables macroéconomiques devront être explicitement introduites. Elles refléteront très certainement la dépendance de l'économie à l'égard de l'énergie et des ressources et les limites du carbone. Elles pourraient également refléter la valeur des services écologiques.

Il est vraisemblable que des différences clefs apparaissent aussi dans la façon dont les variables conventionnelles interviennent. L'équilibre entre consommation et investissement ou entre secteurs public et privé, le rôle des différents secteurs, la nature et l'ampleur des améliorations, les conditions du profit : il est probable que tous seront renégociés.

Cela implique de revisiter les concepts de profitabilité et de productivité et de mieux les mettre au service de la poursuite d'objectifs sociaux à long terme. Il est quasi obligatoire d'abandonner la quête stupide du profit et de la productivité du travail pour penser de façon systématique les conditions d'un fort taux d'emploi dans les secteurs sobres en carbone.

Par-dessus tout, une nouvelle théorie macroéconomique de la durabilité doit être informée sur l'écologie et le social et en finir avec cette folie qui consiste à séparer l'économie du social et de l'environnement. ●●●